

42^{ème} café de géographie de Mulhouse
Jeudi 19 mars 2009
Roland Pourtier
Professeur émérite à Paris I

Le Congo ou la poudrière du Kivu
Géopolitique d'une périphérie à haut risque

Je vais tenter de résumer en une heure une question compliquée : Le Congo ou la poudrière du Kivu
Comment analyser la géopolitique d'une périphérie à haut risque ?

Où le Congo ? Le Kivu ? Situons le théâtre des opérations

Du point de vue géographique, c'est un très grand Etat, à moitié recouvert par la forêt équatoriale qui est 77 fois plus grande que la Belgique, 4 fois que la France. C'est un pays immense et fragile depuis des décennies, dont la situation s'est aggravée à la fin du régime de Mobutu (au pouvoir de 1965 à 1997) une « décennie du chaos », se termine en 2002 par des accords de paix, signés à Pretoria entre les protagonistes congolais et les pays voisins impliqués dans le conflit, Rwanda, Ouganda, Burundi. Il y a cependant toujours des opérations militaires à l'Est où sévissent de nombreux groupes armés illégaux. La situation est complexe et grave pour la population. Certains démographes estiment entre 3 et 5 millions le nombre de victimes de la guerre, majoritairement civils. Il n'y a plus de service de santé à l'échelle du pays, la circulation logistique fonctionne mal, beaucoup d'habitants souffrent de sous-alimentation.

La République Démocratique du Congo correspond au bassin hydrographique du fleuve Congo. La représentation que l'on s'en fait est marquée par l'hydrographie. C'est la raison pour laquelle les colonisateurs n'ont pas démantelé cet énorme ensemble de 2,4 millions de km². Sur la totalité du territoire, le pouvoir tente de construire une identité congolaise et un attachement au territoire, dont la représentation est acquise dès l'école.

Point de vue historique

L'actuelle RDC a été créée en 1885 par les puissances européennes à la fin de la conférence de Berlin, où les puissances européennes ont édicté des règles pour l'appropriation des territoires africains. On a appelé cet Etat créé à Berlin : l'Etat indépendant du Congo et on en a confié la tutelle à Léopold II, le roi des Belges. Ce dernier va « mettre en valeur » ce territoire et exploiter ses ressources : bois, caoutchouc, ivoire et plus tard minerais. Cette période fut dominée par une économie de « cueillette », fournissant bois, caoutchouc, ivoire aux économies européennes, notamment belges. Depuis lors, l'économie congolaise est restée une économie de prélèvement ou de pillage des ressources naturelles, principalement minières, destinées à l'exportation vers l'Europe, à laquelle s'ajoutent les Etats-Unis au cours de la Deuxième Guerre mondiale, et depuis quelques années la Chine. Le pillage des ressources minières est source de guerres et de conflits au Congo comme dans d'autres pays (Angola, Sierra Leone, Congo Brazzaville etc.) victimes de la « malédiction des matières premières »,

« L'Etat indépendant du Congo » a connu un changement institutionnel en 1908 quand la Belgique a recueilli l'héritage du défunt roi Léopold. Il devient « la colonie du Congo belge » jusqu'en 1960. 100 000 Européens y encadraient l'administration, la politique, l'économie qu'ils faisaient bien fonctionner mais sous la contrainte d'un régime fort et brutal imposant le travail forcé.

La Belgique n'avait pas envisagé l'indépendance et n'avait rien préparé.

Un modèle de l'indépendance ratée

En juillet 1960, peu de jours après l'indépendance, des rébellions militaires éclatent dans les casernes. S'ensuivent une fuite des colons, des violences, une période de grand trouble culminant avec la sécession du Katanga. Au Sud-Est du Congo, à 1500 km de Kinshasa, cette région est la province minière par excellence. Elle est riche en cuivre, dont le Congo a été un des principaux fournisseurs du monde ; en cobalt que recherchent les Américains et que l'on ne trouve qu'au Congo, en Zambie et en Russie; en uranium (l'uranium du Katanga a servi à la fabrication des bombes atomiques américaines lancées sur Hiroshima et Nagasaki), en zinc, manganèse, or etc. Le Katanga était le noyau de l'économie pendant la colonisation et la sécession en sous-main avait été soutenue par les Belges, abrités derrière Tchumbe. Ce fut un coup rude à l'indépendance. Malgré le refus des deux grands [Etats-Unis ; URSS] d'accepter une partition du territoire et la présence des Casques Bleus au Katanga. Le conflit servait en fait les intérêts miniers de la compagnie UMHK : l'Union Minière du Haut Katanga mais les Deux Grands n'acceptèrent pas ce démantèlement du Congo, et les Casques Bleus de l'ONU, au terme de leur première grande opération en

Afrique mirent fin à la sécession en 1963. L'UMHK qui fut un modèle d'entreprise coloniale a été nationalisée par Mobutu sous le nom de Gécamines, (Générale des Carrières et des Mines). Aujourd'hui exsangue, elle est en cours de démantèlement.

La République démocratique du Congo est devenue le Zaïre sous Mobutu [une dénomination qui permettait d'éviter la confusion avec le Congo Brazzaville] En 1997, la défaite militaire précipite la disparition de Mobutu qui s'efface devant Kabila, vainqueur au terme d'une campagne militaire partie de l'Est du pays.. Kabila s'est autoproclamé « président de la République Démocratique du Congo ». On eut beaucoup d'espoir dans ce nouveau gouvernement après la disparition du prédateur Mobutu, mais hélas, la situation s'est vite dégradée dans un contexte qui fait de la RDC un des nœuds géopolitiques les plus complexes de l'Afrique.

Dans la région des Grands-Lacs, le long du rift, les hautes terres qui séparent le bassin du Congo de celui du Nil, jouissent d'un climat tempéré d'altitude. Il n'y a pas de moustiques, de mouches tsé-tsé, de chaleur insupportable. C'est un milieu écologique favorable aux hommes et à l'agriculture avec un biotope qui permet l'élevage. D'où la présence de sociétés d'agro pasteurs, exceptionnelles en Afrique équatoriale. Cette région, aujourd'hui frontalière mais depuis longtemps très attractive, est une région de migration ancienne.

Au Rwanda et au Burundi coexistent deux populations. Les Hutus qui sont des Bantous et les Tutsis : des éleveurs peut-être originaires du Nil. Les uns et les autres groupes ethniques avec des taux de reproduction exceptionnels de 6 enfants par femme voient leur population doubler en 25 ans. Jusqu'en 1940, les famines provoquaient des réductions démographiques, mais depuis déjà longtemps se pose la question de la surpopulation. Au Rwanda, on compte 10 millions d'habitants, soit 400 hab./km², densité très élevée pour des sociétés peu développées. Alors même que les Rwandais sont habiles et travailleurs, ils n'ont pas accès à l'agriculture moderne : aux intrants, aux semences, aux engrais. C'est la même chose au Burundi voisin. Dans l'immense Congo riverain, on estime la population à 60 millions d'habitants, soit une densité de l'ordre de 25 hab. km², mais aucun chiffre n'est sûr. Au Rwanda, on manque de place et chaque famille ne dispose que de 40 ares de terres cultivables. C'est un des éléments moteur des migrations, on cherche des terres disponibles et cela se fait depuis des décennies, voire des siècles.

Les Belges avaient besoin de main-d'œuvre pour les plantations de thé, de café, de quinquina et avaient organisé la migration des Rwandais vers le Kivu. Mais la plupart des migrations sont spontanées et le Kivu a servi de déversoir au trop plein démographique du Rwanda.

Résultats de cette immigration au Kivu

Pendant longtemps il y eut relativement peu de monde au Kivu et la tradition africaine d'accueil et d'intégration a pu jouer. Le système se bloque quand l'offre de terres se raréfie à cause d'une fécondité trop forte. Le problème de la terre s'est greffé sur celui de l'identité nationale. Ceux qui se considèrent comme autochtones rejettent les étrangers quand la place manque. Le statut de la terre n'est pas le même qu'en Europe. La terre est constituée de propriétés communautaires gérées par des chefs coutumiers, souvent en porte à faux face aux étrangers. Certains chefs ont trouvé quelques bénéfices à leur concéder des terres, mais de nombreux paysans se sont trouvés à court de terre même pour leurs propres enfants.

On appelle « Banyarwanda » (ceux du Rwanda) les originaires du Rwanda, encore dénommés « Banyamulengue » ou plus globalement « rwandophones ». Ceux-ci sont devenus majoritaires dans certains endroits. Ce qui rend problématique le fonctionnement d'une démocratie électorale car les autochtones devenus minoritaires ont peur de perdre le pouvoir. En 1992-93, se produisirent des massacres interethniques au Kivu, dans la région du Masisi alors considérée comme une « petite Suisse » enrichie par un auto-développement dû en grande partie aux migrants. Ces massacres causèrent des dizaines de milliers de morts déchirés autour de la question de la terre, disputée entre les autochtones et les migrants rwandophones.. Cette question foncière est une donnée structurelle à laquelle se sont ajoutés des éléments conjoncturels, principalement le débordement au Congo des conflits du Rwanda

Depuis 1959, la violence est récurrente au Rwanda entre les Hutus et les Tutsis. La majorité de la population est hutu à 85%. Elle a fait sa « révolution sociale » contre la minorité tutsie ce qui donna lieu à un premier bain de sang. Beaucoup de Tutsis partirent au Congo et surtout en Ouganda où s'implantèrent les premiers camps de réfugiés, des camps qui furent des lieux de formation pour de futurs combattants.

Paul Kagamé, actuel président du Rwanda, a vécu en exil dès l'âge de 4 ans dans un de ces camps. Adulte, il a porté la guerre au Rwanda en 1990 et en est sorti vainqueur en 1994, année marquée par le génocide organisé par les Hutus, redoutant le retour au pouvoir des Tutsis. Bilan : près d'un million de victimes, la plupart tutsies .

Quand l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) (l'armée tutsie) prend le pouvoir à Kigali, les Hutus partent massivement en exil après le génocide, principalement vers le Kivu où affluent près d'1,3 million de réfugiés en quelques jours. Du point de vue politique, des acteurs extérieurs dont la France et la Belgique, ont essayé à partir de 1990 d'endiguer l'avancée de l'APR, puis de faciliter la négociation d'un accord entre les belligérants. Cet accord d'Arusha fut sans lendemain : l'attentat qui coûta la vie au président rwandais en avril 1994 ayant déclenché le génocide. Sous mandat de l'ONU, la France monta « l'Opération Turquoise » en juillet de la même année, dans le but de créer un périmètre de sécurité au sud-ouest du Rwanda. Ce faisant, elle a facilité le repli vers le Kivu de centaines de milliers de Hutus, dont des militaires de l'armée rwandaise en déroute et des miliciens « interahamwe » qui furent les acteurs les plus actifs du génocide. Les populations du Rwanda et du Burundi sont des sociétés où la règle est l'obéissance envers les autorités. Ceci explique en partie pourquoi beaucoup de paysans se sont transformés en bourreaux, « coupant » les Tutsis avec leur machette, comme s'ils tuaient des poulets ou des cochons (les récits de Jean Hatzfeld sont à cet égard terriblement éloquents).

Aux tensions internes au Kivu se sont alors ajoutés les problèmes consécutifs au séjour de plus d'un million de réfugiés, entassés près des frontières du Rwanda et du Burundi dont nombre de militaires et miliciens armés, qui ont essayé de se réorganiser pour reprendre par les armes le pouvoir au Rwanda. Pendant 2 ans (1994-1996) la présence des camps de réfugiés a été un facteur de désorganisation locale rendant la situation inquiétante et confuse.

Paul Kagamé décide d'éliminer les camps de réfugiés en 1996 au cours d'une opération militaire bien conduite sur laquelle va se greffer la grande expédition militaire de Kabila avec qui il fait alliance. Celui-ci se retrouve à la tête d'une armée qui, après la dispersion ou le massacre des populations des camps, ne s'arrêtera qu'à Kinshasa. Quelque 600 000 réfugiés ont alors été rapatriés au Rwanda ; un nombre indéterminé mais qui pourrait être de l'ordre de 300 000 ont été pourchassés et massacrés par les soldats de Kabila, pour le prix du soutien apporté par Kagamé.. Quelques dizaines de milliers de survivants se sont retrouvés dans les pays voisins, notamment au Congo Brazzaville où certains sont devenus mercenaires au service de Sassou Nguesso (l'actuel Président qui combattait alors pour s'emparer du pouvoir) D'autres, peut-être une dizaine de milliers, se sont repliés dans les forêts du Kivu : aujourd'hui, sous le nom de FDLR (Forces Démocratique pour la Libération du Rwanda), ils constituent une des milices que les armées alliées de RDC et du Rwanda ont entrepris de désorganiser lors d'une opération militaire conjointe en janvier-février 2009. .

Le conflit du Kivu a des répercussions nationales et régionales. Le financement des guerres- celle de 1996-1997 qui a porté Laurent Kabila au pouvoir, puis celle de 1998-2002 lorsque ce dernier a voulu se débarrasser de la tutelle exercée par ses « parrains » rwandais et ougandais- a impliqué aventuriers vendeurs d'armes et puissances étrangères dans le premier conflit continental africain. La concession de permis miniers a permis de financer l'armée congolaise. Le Zimbabwe notamment a été en première ligne pour soutenir Kinshasa.

En 1998, lorsque Kabila rompt l'alliance avec le Rwanda et l'Ouganda, une rébellion éclate le jour même à l'Est et au Nord du Congo. La rébellion du nord est dirigée par Jean-Pierre Bemba ; celle de l'Est se structure au sein du RCD Rassemblement Congolais pour la Démocratie, basé à Goma et fortement encadré par le Rwanda. Le Kivu est désormais sous le contrôle militaire du Rwanda et de l'Ouganda qui ne se privent pas pour piller les ressources minières. Pillages dénoncés dès 2001 dans un rapport de l'ONU. Les ressources du Kivu : le bois, le coltan (colombo-tantalite contenant du tantale indispensable aux téléphones portables), la cassitérite (minerai d'étain) et l'or attirent les convoitises.

Les minerais sont extraits artisanalement par des centaines de milliers de « creuseurs » dans des conditions épouvantables. Dans une région où il n'y a pratiquement plus de route carrossable, des avions petits porteurs transportent le minerai vers les comptoirs de vente de Goma ou directement à Kigali, Pendant la période d'occupation militaire le secteur minier était contrôlé par le Rwanda et l'Ouganda.

Aujourd'hui de multiples groupes militaires illégaux se partagent le contrôle du territoire et prélèvent une part du minerai ou imposent des taxes qui ne laissent aux producteurs que de quoi survivre. Tous en profitent : le FDLR, les ex-génocidaires rwandais ; le CNDP (Congrès National pour la Défense du Peuple) du chef de guerre rebelle tutsi Laurent Nkunda avant l'arrestation de celui-ci en janvier 2009 et le désarmement de sa milice ; les divers groupes armés des populations autochtones les « Mayi - Mayi » censés être invulnérables, sans oublier l'armée nationale congolaise (FARDC) qui n'arrive pas à se reconstruire et dont une partie, encore non intégrée, se comporte comme une milice : la 85^{ème} brigade qui prélève sa quote-part dans les zones minières qu'elle contrôle.

Des sociétés européennes et chinoises achètent ces minerais que les industriels du Nord transforment. Des ONG comme « global witness » essayent de faire arrêter les exportations de ces minerais exploités sans contrôle mais se heurtent à l'implication d'acteurs multiples, des pays voisins et des puissances étrangères.

Les armes, en plus des millions de kalachnikov préexistantes, sont importées de partout par des filières mafieuses. La MONUC, la mission de l'ONU pour le Congo, créée en 1999, compte aujourd'hui 16000 hommes, coûte 1,2 milliards de dollars par an. Cette opération la plus coûteuse du monde, n'a pas résolu les problèmes du Kivu. Les soldats sont sans aucun rapport avec la population. Ils observent et laissent faire. Il y a toujours des centaines de milliers de déplacés et des morts par centaines. Après dix ans d'impuissance, on peut douter qu'il y ait une solution onusienne au drame humain qui touche toute cette zone.

Si la situation confuse actuelle de « ni paix ni guerre », se perpétue, c'est que beaucoup y trouvent un intérêt qu'ils soient trafiquants, acheteurs, vendeurs d'armes, miliciens, mafieux mais on ne peut pas laisser cette partie de l'Afrique continuer à vivre ainsi. Le drame est que si un jour, on règle les problèmes conjoncturels, il faudra encore régler les problèmes structurels !

Questions

L'absence de l'Etat semble anormale face à cette superposition de violence ?

L'Etat congolais a failli car il est trop fragile, fonctionne mal et manque de moyen. Le territoire est désorganisé. Il n'y a plus de routes. Les investissements sont trop restreints. Le territoire est archipelisé, 1800 km séparent la capitale du Kivu dont le seul moyen d'accès est l'avion ou la route par l'Est via les pays voisins. A l'époque de Mobutu, la prédation était systématique de même qu'une énorme corruption. C'est devenu le mode normal de relation induisant un fonctionnement de l'économie et de la société, difficile à maintenir à terme. Le Congo est un pays potentiellement riche qui est le plus pauvre d'Afrique à cause du manque de gouvernance.

En 2006, Joseph Kabila a été élu Président de la République, mettant un terme à une longue période de transition. La nouvelle constitution prévoit une nouvelle organisation de l'État presque fédéraliste, la régionalisation renforçant les pouvoirs légitimes dans les provinces mais la marge de manœuvre est mince entre ces décisions et les pratiques en place depuis des décennies.

L'Etat existe à travers l'éducation nationale qui a toujours fonctionné même pendant les troubles. Le vrai problème est d'assurer la relève dans les instances politiques et administratives après la disparition progressive des générations d'administrateurs formés par les Européens.

Vous n'avez pas parlé des problèmes France- Afrique qui expliquent l'affaiblissement du Zaïre ?

La France- Afrique n'a pas touché le Congo car tout a regardé les Anglo-saxons et les Belges. La France n'a pas de relations commerciales importantes mais seulement culturelles avec la RDC. La France est intervenue en 1978 à un moment crucial, quand elle a envoyé des parachutistes à Kolwezi, mais ce fut un événement ponctuel, révélateur de ses intérêts limités dans cette région.

Pensez-vous que nous avons eu raison d'imposer notre mode de vie là bas ?

Dans le cadre de la mondialisation, c'est un problème large et une tendance générale.

C'est difficile de répondre. L'Est du Congo est dans un état critique. Les habitants veulent vivre dans la paix et comme nous. Même si ce n'est pas le seul modèle de vie, et pas forcément le plus souhaitable, on ne peut pas aller contre le désir des gens.

Comment voyez-vous l'avenir ? Le gouvernement en place est-il assez stable ?

Il est difficile de répondre car il existe de multiples projets et programmes. On est dans une situation similaire à la « guerre de Trente Ans ». On finit par sortir d'une période même tragique à un moment ou l'autre. Le problème est l'explosion démographique. 60% de la population a moins de 20 ans et il faudra des dizaines d'années pour stabiliser cette croissance.

L'extrême jeunesse des habitants ; la grande instabilité du pays ; la mainmise sur le pouvoir des plus âgés bloquent l'évolution.

On peut rappeler l'exemplarité du Ghana où avec quelques milliers de voix d'écart, le vaincu a accepté le verdict des urnes et s'est retiré. La démocratie fonctionne en Afrique mais par intermittence.

Le Kenya, la Côte d'Ivoire ont été des modèles mais aucune situation n'est acquise car l'Histoire ne s'arrête nulle part. Il faudra encore quelques décennies

L'éducation de la population et la fin du népotisme en RDC qui est totalement gangrené, pourrait contribuer à l'amélioration globale de la situation.

Bien sur, il n'y a pas une démocratie en Afrique mais des démocraties qui ont nécessité de longs apprentissages. Dans un contexte d'explosion démographique, on ne peut arriver en quelques décennies à établir une démocratie en Afrique qu'il a fallu deux siècles à l'Europe pour l'adopter.

L'éducation est essentielle, mais combien d'étudiants ont-ils acquis quelque chose dont on soit sûr ?

Les guerres tribales ont eu un impact sur les conflits au Congo, peuvent-elles cesser ?

On abuse des rivalités ethniques Les Hutus et les Tutsis se ressemblent énormément. Ils ont été divisés par les colonisateurs, ce qui a conduit à une cristallisation des groupes autour de l'appartenance à des ensembles distincts. L'entité rwandophone tend à remplacer les entités hutues et tutsies mais quelles que soient les appellations, les populations originaires du Rwanda restent mal acceptés au Congo. Le problème identitaire empoisonne la situation. La peur de l'autre alimente la haine de l'autre mais ils commencent à revivre en voisins. Au Burundi et au Rwanda, on sent une réconciliation.

Je suis congolais de Bukavu au Kivu et vous remercie de parler de mon pays. Je suis heureux de voir que cela intéresse tant de personnes

Par rapport aux événements comment analyser l'arrestation de Nkunda ?

Les projets vont dans le sens de la solution régionale, qui ne peut être que la seule possible. Quand on multiplie les échanges transfrontaliers, les travailleurs ne veulent pas faire la guerre. On peut renforcer beaucoup d'échanges et s'exonérer des frontières. Il faut renforcer les alliances régionales. On est plutôt dans une phase positive. Le rapprochement de la RDC et du Rwanda est surprenant. Est-ce l'action des Américains ? Du Royaume-Uni ? Avec élimination des FDLR, l'alibi de Kagamé pour rentrer au Congo, disparaîtrait. Beaucoup d'hommes armés des FDLR se sont repliés dans la forêt. Les tensions et violences futures sont toujours possibles mais on va vers un mieux.

Qu'est ce qu'on peut attendre de la communauté internationale si le pillage les intéresse et s'ils financent les guerres ?

La crise mondiale peut changer les choses. Les acteurs traditionnels miniers anglo-saxons ne sont plus seuls, la Chine a promis 9 milliards de dollars d'investissement en échange de permis miniers, mais la situation mondiale a changé et ces projets ne sont pas encore concrétisés. Les choses bougent toutefois, il faut tenir compte des nouveaux acteurs mais le risque est qu'ils se comportent comme les anciens acteurs (européens, américains), voire pire car moins sensibles aux pressions en faveur du développement durable. Ce qui est peut être positif est d'accroître les marges de manœuvres de la RDC. Mais avec un maintien du système de rente et de pillages des ressources naturelles, ces pays qui devraient être riches resteront pauvres... sauf les élites.

La Conférence de Berlin a dessiné les frontières sans tenir compte des réalités locales, pourquoi les Africains n'ont-ils pas déplacé les frontières à l'indépendance ?

Les frontières tracées à Berlin l'ont été de façon raisonnable, du moins dans le cas de la RDC qui coïncide avec le bassin hydrographique du fleuve Congo dont on ignorait à Berlin les détails des sociétés locales et des biotopes. On a tenu compte ailleurs des réalités démographiques. Ce n'est pas aussi arbitraire qu'on l'imagine. Les frontières ont en tout cas très bien tenues depuis l'indépendance. Il n'y a pas eu de conflit sauf entre le Cameroun et le Nigéria, et surtout entre l'Ethiopie et l'Erythrée où la querelle des frontières renvoie à des imprécisions de leur tracé. Mais le principe de l'intangibilité » des frontières n'est pas remis en cause. Ce serait ouvrir la boîte de Pandore...

Pour faire la paix entre Hutus et Tutsis, ne serait-il pas judicieux d'inscrire dans la constitution une cosignature de paix engageant tous les échelons de l'Etat ?

C'est l'inverse qui se fait. On recherche une unité nationale qui dépasse les ethnies. Avec Kagamé, il n'y a plus que des Rwandais. On essaye de terminer les comptes du génocide et on essaye de dépasser les clivages. L'urbanisation, les mariages mixtes font qu'on raisonne moins en termes de Hutus ou de Tutsis mais en termes de citoyens.

Roland Pourtier
A Mulhouse, le 19 mars 2009 au café l'Avenue

Notes. Françoise Dieterich

